

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19487 - 75ÈME ANNÉE

Commission de l'océan Indien : importantes décisions adoptées avec la France qui parle à la place des Réunionnais

COI : où sont les représentants de La Réunion ?



Photo des chefs de délégation : où sont les Réunionnais ? Par ailleurs, le représentant de la France prend des libertés avec la géographie car la France est en Europe, pas dans l'océan Indien.

Une fois de plus, la France s'est octroyée la place de La Réunion lors du dernier Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien. Aucun élu réunionnais ne figure sur la photo souvenir car c'est un sous-ministre français qui parlait à la place des Réunionnais, en tant que chef de la délégation française alors que la France n'est pas un pays de l'océan Indien. Il est donc grand temps que les Réunionnais puissent compter sur des élus qui défendent leurs intérêts. Les prochains scrutins seront l'occasion de redonner à notre peuple des représentants capables de tenir tête au néo-colonialisme français dans l'océan

Indien. Il en va de l'avenir de La Réunion.

Vendredi 6 mars s'est tenu le 34e Conseil des ministres de la Commission de l'océan Indien. Voici un extrait du communiqué de la COI rendant compte de cet événement :

« Les travaux du 34e Conseil ont été l'occasion de prendre près de vingt décisions dont les plus importantes sont :

- L'adoption de la Déclaration de Moroni sur l'avenir de la COI ;
- L'adoption du texte révisant l'Accord de Victoria de 1984 ;
- L'organisation d'un Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la COI le 25 juin 2020 en marge

des célébrations du 60e anniversaire de Madagascar ;

- L'octroi du statut d'observateur au Japon, à l'Inde et à l'Organisation des Nations unies qui ont formulé une demande en ce sens ; et,

- La nomination du nouveau Secrétaire général de la COI, sur proposition de la France : M. Vélayoudom Marimoutou qui prendra ses fonctions le 16 juillet. »

Comme le montre la photo ci-dessus, aucun élu réunionnais n'est reconnaissable sur cette photo. En effet, bien qu'elle soit distante de plusieurs milliers de kilomètres de l'océan Indien, la France se prétend aussi « un pays de l'océan Indien » et se permet donc de prendre la place de La Réunion dans la COI. Et pour parler à la place des Réunionnais devant les ministres de notre région, elle a envoyé un secrétaire d'Etat qui n'a même pas le rang de ministre.

Rappelons que si la France a pu entrer dans la COI, c'est grâce à La Réunion. La COI a été précédée par la Conférence de partis progressistes du sud-ouest de l'océan Indien. Faisait notamment partie de cette organisation anti-impérialiste le PCR. Le passage à la COI a posé un problème car de partis, les relations étaient désormais au niveau des États, or La Réunion n'est pas un État. L'adhésion de notre île à la COI a été ac-

tée au premier élargissement avec l'entrée de France/Réunion dans l'organisation, car la France est un État dans lequel est intégré La Réunion. Logiquement, la France aurait dû se borner à laisser les Réunionnais défendre leurs intérêts en déléguant à notre île la tête de la délégation France/Réunion. Mais la France a utilisé La Réunion pour s'installer dans une organisation régionale où elle ne devrait pas avoir le droit de siéger car elle n'est pas riveraine de l'océan Indien.

La Réunion effacée de la COI

Ceci a de graves conséquences, comme le rappelle le communiqué de la COI, des questions importantes étaient à l'ordre du jour, comme l'adoption de la Déclaration de Moroni et la révision de l'Accord de Victoria qui a fondé la COI. La Déclaration de Moroni est un document clé. C'est la résolution finale du dernier sommet des chefs d'État et de gouvernement organisé en 2015 aux Comores. Elle a pour particularité de ne pas mentionner une seule fois « La Réunion », et donnait à la France le statut d'observateur dans les négociations de l'accord de partenariat économique entre nos voisins et l'Union européenne. Ce scandale s'est accompli sans qu'aucun élu

réunionnais présent ce jour-là à Moroni n'émette la moindre protestation officielle. Il est aussi à noter que si cette Déclaration a été adoptée, c'est bien parce que la France n'était pas la seule à soutenir ce texte. Les autres membres de la COI étaient pour, ce qui constitue un grave manquement à la solidarité entre les victimes du colonialisme français et britannique dans notre région. Outre l'adoption de ce texte niant l'existence de La Réunion, il était aussi question de la révision de l'accord fondateur de la COI. Cela s'est donc fait sans les Réunionnais. De plus, les Réunionnais n'ont même pas participé à la désignation du recteur de La Réunion comme nouveau secrétaire général de la COI, car c'était une proposition de la France.

Mais où était Didier Robert ?

Voilà qui rappelle que les Réunionnais ne sont toujours pas considérés comme des êtres majeurs. Cette mise à l'écart de La Réunion de son organisation régionale montre également la difficulté pour des élus réunionnais d'être à la hauteur de leurs responsabilités. Sans doute est-il plus facile de se cacher derrière la France et de l'appeler au secours quand les choses tournent mal.

Rappelons par exemple que la Région Réunion dit vouloir faire de la coopération régionale une priorité. En témoignent les sommes dépensées pour financer le Carnaval des Seychelles, ainsi que les nombreux voyages de Didier Robert dans l'archipel seychellois. Mais le même Didier Robert n'est pas sur la photo du Conseil des ministres de la COI qui s'est tenu aux Seychelles. Cette absence montre bien que toute cette communication n'est que du vent financé par de l'argent public.

Il est donc grand temps que les Réunionnais puissent compter sur des élus qui défendent leurs intérêts. Les prochains scrutins seront l'occasion de redonner à notre peuple des représentants capables de tenir tête au néo-colonialisme français dans l'océan Indien. Il en va de l'avenir de La Réunion.

M.M.

In kozman pou la rout

« Oplis lo sinz i mont, oplis i oi son déyèr »

Mésyé, Médam, La Sosyété, koz èk moin sé koz èk in kouyon, mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo mason. Mé zami, moin la fine anparl kozman-la, mé in dézyèm koush i pé pa fèr d'mal. Pou koué mi di sa ? Pars oplis i sava, oplis la modésti sé in marshandiz lé rar. Désèrtin i pans i sifi in lovyé pou soulèv la tèr, sansa zot i pans na poin lanspèk lé kapab kal azot. Poitan si ! Astèr in n'afèr sé oplis ké ou i mont oplis lorgèye i mont dsi ou é oplis i oi out bann défo. Si ou sé in pti kolon normal, pèrsone i vien pa tir lo pou dann out tête sirtou si la poin shové. Mé si ou i sort out kondisyon pou mont pli o, lé posib-lé pa sèrtin-out shoviy i gonf si tèlman out bann zami i rokoné pi ou. Sa lé bien vré élas ! Lé bien vré ké d'moun la ote i amontr plis zot défo firamézir zot i mont. Alé ! Kroï si zot i vé, kroï pa si zot i vé pa, mé méfyé azot kant mèm de zot konm mi méfyé amoin de moin. Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

Journée internationale des droits des femmes

Mo Absoir : « La liberté se gagne »

A l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, l'artiste Mo Absoir a adressé un texte accompagné d'un poème de Nawal adapté par Mo Absoir. Ce texte était en shikomori, Mo Absoir a rajouté les parties en français.

Hima (debout, soit forte)

Moinamche

Femme

Kodjo huwa niliya

Personne ne te défendra

Kodjo huwaniliya

Personne ne te défendra

Hewe moinamche walewo

hiyari wudjitowe zidakani

Envole toi femme moderne

Libère toi, respire, vis, vibre

Hewe moinamche wa duniya

Toi, femme d'ici et d'ailleurs

E mayecha ya djana tsinde ya lewo

Les choses ont changé

Et toi aussi

«Pourquoi la femme occupe-t-elle une place centrale dans ton album ?»

Quand je suis monté sur scène en 1992, mon père est venu me récupérer et m'a corrigée.

Aux Comores, une femme ne devait pas chanter en public, encore moins jouer d'un instrument. En 2007, les vieux ont fait une prière pour que je ne vienne pas chanter – apparemment, ça n'a pas marché (rire) – mais la jeunesse m'a soutenue. Deux femmes ont guidé mon envie de liberté : ma mère et ma tante. Ma mère est une Mwana Zidakani (enfant cagibi).

Elle a fait partie des ces filles de noblesse que l'on enfermait jusqu'à leur mariage. Elle a été sauvée par mon grand-père, un métisse Breton-Comorien, qui s'est opposé à cette tradition : il l'a envoyé à l'école jusqu'en CM2.

Quand mon père a voulu prendre une seconde



femme, ma mère a divorcé et mise à travailler. Ma tante a été la première femme à se présenter aux élections de gouverneur, elle s'est retirée de la campagne sous les pressions familiales mais elle l'a fait. Quelques heures avant sa mort, je lui ai dit : « je vais te rendre hommage car tu as réveillé beaucoup de femmes, tu as montré le chemi. Elle m'a souhaité bonne chance ».

Aujourd'hui, aux Comores, il y a les Mahabouba. Un groupe féminin d'Anjouan, qui joue du Taarab de Zanzibar. Les choses changent.

Dans Hima (debout), je dis aux femmes : « La liberté se gagne. N'ayez pas peur, quand vous décidez de vous battre, beaucoup de mains se tendent pour vous aider ».

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

In mansonz sé in mansonz, in manipilasyon sé in manipilasyon mèm si li lé marké dann liv an lète an or

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté, rouj-de-fon dovan l'éternité, mi sort lir kékpar néna in moun bien kalifyé la ékri La Rényon la zamé été in koloni é sé bann kominis l'avé di fab-la. Mi douté déza dopi in sèrtin tan mé zordi moin lé pli sir ankòr pars in moun la ékri sa dann in liv. Koman li apèl ? Mi koné pa son nom mé mi donn ali rézon san pour san. Tout fason moin lé dakor avèk li pars d'après sak i di li kraz bann piman rouj-la bien konm k'i fo. Tok ! Pran sa pou toué !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz la boush rouvèr, sak ou i ékri-la la pa ditou pou étone amoin. Matant si mi tronp pa ou i kriy bravo pou kékshoz i apèl lo révizyonism -In révizyonist pou listoir La Rényon, lé sinp pou rokonète : sé kék'in k'i done in lintèrprétasyon déformé par rapor nout listoir. Si in moun i di-mèm si li ékri-La Rényon la zamé été in koloni d'La Frans ébin so moun-la i déform nout listoir é li sé in révizyonis... Matant nout listoir lé abityé ète rovizité konmsa par tout sort kalité d'moun i prétan zot lé istorien alé oir an vérité zot sé dé manipilatèr. Mé pa zordi, pa domin, la vérité i fini par trionfé. Tok ! Pran sa ou !

NB-Matant kosa k' i diré d'in moun si li di sansa li ékri in ta d'balivèrn dsi nou Rényoné , nout listoir é sak la spass vréman isi La Rényon. Si ou lé sinplomman in pé onète dsi lo poinnvizé intéléktyèl, ou i nomré in balivèrn balivèrn mèm, in mansonz mansonz mèm, in manipilasyon manipiasyon-mèm é sé sa mèm si sa lé ékri dann in bèl liv avèk bann lète an or.

Justin